

Démocratie : entre aspiration et épuisement

De façon apparemment contradictoire nous assistons d'un côté à des processus révolutionnaires dans le monde arabe, qui chassent des régimes dictatoriaux et témoignent d'une aspiration à la démocratie – sans avoir jusqu'ici réussi à en jeter les bases – et de l'autre côté à un réel essoufflement des régimes qualifiés de démocraties, par la perte de confiance des administrés dans leurs dirigeants. Le recours à l'élection ne permet à lui seul ni d'instaurer ni de faire fonctionner une démocratie.

La démocratie est intrinsèquement fragile par essence même, parce qu'elle doit faire coexister la diversité des idées, des intérêts et le consensus. Comme le souligne Paul Ricoeur : « *La démocratie n'est pas un régime politique sans conflits, mais un régime dans lequel les conflits sont ouverts et négociables selon des règles d'arbitrage connues.* » Mais le conflit d'idées peut permettre la victoire d'un parti qui abolit la démocratie comme ce fut le cas en Allemagne en 1933, voire déboucher sur une guerre civile comme dans l'Espagne de 1936.

La démocratie repose sur la souveraineté du peuple, qui assure l'égalité de tous les citoyens et la défense du bien commun. Mais sa forme représentative porte en elle-même les germes d'une dépossession du pouvoir des citoyens, dès lors que celui-ci est remis entre les mains de dirigeants que le peuple devient incapable de contrôler. Pouvons-nous aujourd'hui être entendus par un pouvoir qui pense que le dialogue se limite à « mieux expliquer ses décisions » ? Montesquieu mettait déjà en garde : « *C'est une expérience éternelle que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser.* »

L'abus de pouvoir consiste à le monopoliser. L'exemple classique de cet abus est la tentation du pouvoir exécutif d'orienter la pratique de la justice. L'autonomie des grands médias par rapport au pouvoir exécutif n'est pas moins indispensable. Mais le pluralisme peut-être le plus important pour le bon fonctionnement de la démocratie repose sur l'indépendance mutuelle du politique et de l'économique. Cette exigence devrait imposer aux dirigeants politiques une conduite exemplaire, exempte de toute forme de partialité ou de complicité avec les puissances économiques, de népotisme, ou de corruption.

Jacques Ellul affirmait déjà en 1977, dans son essai intitulé *L'illusion politique*, que de l'utopie d'une « démocratie-contrôle », dans laquelle l'administration étatique serait réellement contrôlée par le peuple, l'époque contemporaine est passée à une « démocratie-encadrement » : « *La démocratie n'est plus un moyen de contrôler le pouvoir mais d'encadrer les masses.* »

L'autonomie du politique est mise à mal par la globalisation. Les acteurs de la vie économique échappent au contrôle des gouvernements locaux : quoi de plus facile pour une entreprise multinationale, face à une contrainte imposée, que de déplacer ses usines dans un pays moins-disant ? L'idéologie libérale ne laisse plus guère de place à l'action politique. Et la mondialisation impose une nouvelle organisation du pouvoir à des niveaux super-étatiques, par exemple au niveau européen ou à celui d'organisations mondiales comme l'ONU ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elle est rendue en partie nécessaire par le caractère global de certains problèmes (par exemple environnementaux), mais se constitue largement en dehors d'un processus démocratique et a par ailleurs des conséquences sur les États qui sont dépossédés d'une partie de leur pouvoir et tirent de cette situation des prétextes à limiter l'intervention des citoyens.

Si, dans les textes, nos institutions sont démocratiques, ne se transforment-elles pas souvent en simples façades d'un pouvoir absolu et personnalisé ? Comment exiger des habitants des cités ce que n'incarnent pas les dirigeants du pays ? La démocratie repose sur un équilibre fragile entre les composantes de la société ; en ce moment, des signes nombreux indiquent que cet équilibre est mis en danger.

Peut-on redonner vie à la démocratie ? Pour rester fidèle à ses principes, le pouvoir exécutif devrait préserver l'autonomie de la recherche de connaissance. Condorcet formulait ainsi cette exigence à l'époque de la Révolution : « *La puissance publique n'a pas droit de décider où réside la vérité, où se trouve l'erreur.* » Les actes de courage individuels des lanceurs d'alerte, les mouvements citoyens de refus de ce qui leur est imposé contre leur gré, comme les OGM ou les « Très grands projets inutiles imposés » (TGPII) sont fondés sur la remise en cause du système de pensée dans lequel s'inscrivent *de facto* et sans débat les politiques menées, dont le concept même de développement considéré comme une évidence qui s'impose.

Lucette Bottinelli et Lucienne Gouguenheim